



ARRETE n° 23-002

LE PRESIDENT DU CENTRE DEPARTEMENTAL DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Objet : Composition de la Formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

Vu la délibération n° 51.2022 du Conseil d'Administration du Centre Départemental de Gestion en date du 29 novembre 2022 désignant les représentants de collectivités et établissements appelés à siéger au sein du comité social territorial ;

Vu les listes présentées par la CFDT INTERCO de Loir-et-Cher et la CGT;

Vu le procès-verbal des opérations électorales pour le Comité Social Territorial établi le 8 décembre 2022 ;

Vu la désignation des représentants du personnel siégeant à la Formation spécialisée par la CFDT INTERCO de Loir-et-Cher en date du 20 décembre 2022 ;

Vu la désignation des représentants du personnel siégeant à la Formation spécialisée par la CGT en date du 8 janvier 2023 ;

ARRETE

ARTICLE 1er : La Formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail du Comité social territorial du Centre Départemental de Gestion de Loir-et-Cher est composée, pour les représentants des collectivités et établissements publics affiliés au Centre Départemental de Gestion de Loir-et-Cher, ainsi qu'il suit :

Membres Titulaires

CI

DEBUIGNE Joël

GOUTX Alain

Maire de POUILLÉ

Maire de HUISSEAU-SUR-COSSON

BOUVIER Jacques Maire de VIEVY-LE-RAYÉ

JEANTHEAU Nicole Maire d'AREINES

MORETTI Jean-Marc Maire de VILLERBON

AUGÉ Michèle Maire de HERBAULT

BARRÉ Annick Maire-Adjointe de CELLETTES

GOINEAU Annick Maire de MAREUIL-SUR-CHER Membres Suppléants

CHOPIN Gérard Maire de THEILLAY

THORIN Christophe
Maire de MENNETOU-SUR-CHER

DEZELU Jean-MichelPrésident du SMICTOM DE SOLOGNE

GAUTHIER MichèleMaire-Adjointe de SELLES-SUR-CHER

CHADENAS Jean-Claude Maire-Adjoint de CHEVERNY

LHÉRITIER Catherine Maire de VALLOIRE-SUR-CISSE

GRANGER Claire Maire de SASNIERES

VALLÉE Solange Maire de BINAS

Accusé de réception en préfecture 041-284100070-20230112-23-002-AR Date de télétransmission : 16/01/2023 Date de réception préfecture : 16/01/2023

ARTICLE 2: La Formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail du Comité social territorial du Centre Départemental de Gestion de Loir-et-Cher est composée, pour les représentants du personnel, ainsi qu'il suit :

Membres Titulaires

Membres Suppléants

BOTHEREAU Christophe NEUNG-SUR-BEUVRON

CFDT

BOUSSET Karine AUTAINVILLE CFDT

ASTIE Emile

VILLEFRANCHE-SUR-CHER

CFDT

LEFEVRE Cédric VILLEBAROU CFDT

CORRADI Christine

THEILLAY CFDT

KABELITZ Eva LESTIOU CGT

GUILLOT Claude

SIEOM GROUPEMENT DE MER

CGT

RODRIGUES Patricia

MEUSNES CGT BOURDEL Pascal BEAUCE-LA-ROMAINE

CFDT

BEAUJOUAN Delphine OUCQUES-LA-NOUVELLE

CFDT

LACOMBE Corinne VALLOIRE-SUR-CISSE

CFDT

GAUHTIER Florence LA CHAPELLE-ENCHERIE

CFDT

MAIRE Benjamin

VILLEFRANCHE-SUR-CHER

CFDT

DUMOULIN Emmanuel

JOSNES CGT

DEHANDSCHOEWERCKER Franck

CANDE-SUR-BEUVRON

CGT

SIMON Annette

MONT-PRES-CHAMBORD

CGT

ARTICLE 3: Monsieur Alain GOUTX est désigné par le Président du Centre Départemental de Gestion parmi les membres de l'organe délibérant pour présider la Formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail du Comité social territorial du Centre Départemental de Gestion de Loir-et-Cher. En son absence ou en cas d'empêchement, la Présidence sera assurée par un élu dans l'ordre du tableau fixée à l'article 1.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet de Département et affiché dans les locaux du Centre Départemental de Gestion de Loir-et-Cher.

Fait à la Chaussée aint-Victor, le 12 janvier 2023

LE PRESIDENT

Éric MARTELLIERE

Le Président du Centre Départemental de Gestion de Loir-et-Cher

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.